



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALEDistr.
GENERALEA/35/23 (Cinquième partie)^x
26 septembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAISTrente-cinquième session
Points 18 et 85 de l'ordre du jourRAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE
QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX
(sur ses travaux de 1980)Rapporteur : M. Frank ABDULAH (Trinité-et-Tobago)

CHAPITRES IX à XXVI

SAHARA OCCIDENTAL, TIMOR ORIENTAL, GIBRALTAR, BRUNEI, TOKELAOU, PITCAIRN,
SAINTE-HELENE, SAMOA AMERICAINES, GUAM, TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES
DU PACIFIQUE, BERMUDES, ILES VIERGES BRITANNIQUES, MONTSERRAT, ILES
CAIMANES, ILES VIERGES AMERICAINES, ILES FALKLAND (MALVINAS), BELIZE,
ANTIGUA ET SAINT-CRISTOPHE-ET-NIEVES ET ANGUILLA

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
IX. SAHARA OCCIDENTAL	1 - 5	1
A. Examen de la question par le Comité spécial .	1 - 4	1
B. Décision du Comité spécial	5	1
X. TIMOR ORIENTAL	1 - 5	2
A. Examen de la question par le Comité spécial .	1 - 4	2
B. Décision du Comité spécial	5	2
XI. GIBRALTAR	1 - 4	3
A. Examen par le Comité spécial	1 - 3	3
B. Décision du Comité spécial	4	3

x Le présent document contient les chapitres IX à XXVI du rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale. Le chapitre général d'introduction sera publié sous la cote A/35/23 (Première partie). Les autres chapitres du rapport seront publiés sous la cote A/35/23 (Deuxième à quatrième partie et sixième partie). L'ensemble du rapport sera publié ultérieurement en tant que Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 23 (A/35/23/Rev.1).

CHAPITRE X

TIMOR ORIENTAL

A. Examen de la question par le Comité spécial

1. Le Comité spécial a examiné la question du Timor oriental à sa 1174^{ème} séance, le 14 août 1980.
2. Ce faisant, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, y compris en particulier la résolution 34/94 du 13 décembre 1979 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Au paragraphe 12 de la résolution, l'Assemblée a prié le Comité spécial "de continuer à rechercher des moyens propres à assurer l'application immédiate et intégrale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance et, en particulier ... de formuler des propositions précises pour l'élimination des manifestations persistantes du colonialisme et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session". Le Comité spécial a également tenu compte de la résolution 34/40 de l'Assemblée générale du 21 novembre 1979 sur la question du Timor oriental.
3. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat contenant des renseignements sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/623). Le Comité était également saisi d'une lettre datée du 8 août 1980, adressée à son Président par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.109/622).
4. A la 1174^{ème} séance, le représentant de l'Indonésie a fait une déclaration (A/AC.109/PV.1174). A la même séance, le Comité spécial a fait droit à une demande d'audition de M. José Luis Guterres, du Frente Revolucionário de Timor Leste Independente (FRETILIN). Le représentant du Portugal a fait une déclaration (A/AC.109/PV.1174). M. Guterres a fait une déclaration (A/AC.109/PV.1174). Le représentant de l'Indonésie a fait une autre déclaration (A/AC.109/PV.1174).

B. Décision du Comité spécial

5. A sa 1174^{ème} séance, le 14 août 1980, sur la proposition du Président (A/AC.109/PV.1174), le Comité spécial a décidé, sans opposition, de poursuivre l'examen de la question, à sa prochaine session, sous réserve des directives que l'Assemblée générale, à sa trente-cinquième session, pourrait donner à cet égard, et de transmettre la documentation relative à cette question à l'Assemblée générale afin de faciliter l'examen de la question par la Quatrième Commission.